

Liban : départ au compte-gouttes des réfugiés

Peu de familles syriennes au complet profitent des départs collectifs organisés par Beyrouth



Le silence règne dans la cour du centre de la Sûreté générale (service sécuritaire chargé des étrangers au Liban) de Bourj Hammoud, en lisière de Beyrouth. Mines graves, corps engourdis, hommes, mais surtout femmes et enfants, attendent de bon matin l'heure du départ pour la Syrie. Leur décision est prise : ils rentrent chez eux.

Les jeux des petits, habillés comme pour un jour de fête, détendent l'atmosphère. Des réfugiés échangent à propos de leur région d'origine. Des hommes de la Sûreté générale font l'appel. De petits groupes de Syriens s'avancent vers les bus affrétés par Damas, sous les yeux d'employés du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, venus en observateurs. On s'entraide pour monter les bagages, qui condensent plusieurs années d'exil et un avenir incertain : vêtements, matelas, électroménager, tout ce qui n'a pu être vendu est emporté. Qui sait ce que l'on pourra s'offrir en Syrie ?

Puis le silence revient, chargé d'émotion et d'inquiétude. Des retrouvailles se préparent, à Homs, Hama, Damas, Alep. A Beyrouth, des séparations. A l'extérieur des bus, il y a ceux qui ne partiront pas. Rares sont les familles au complet qui prennent la route.

Depuis l'été, les opérations de retour organisées par la Sûreté générale, en coordination avec le régime syrien, se multiplient : elles ont lieu plusieurs fois par mois. Le dernier convoi en date a traversé la frontière jeudi 1er novembre. La Sûreté générale – comme le Hezbollah, allié de Damas – a ouvert des centres d'enregistrement pour les candidats au départ.

Au Liban, ces retours collectifs, très médiatisés, sont présentés comme un moyen de réduire progressivement le nombre de réfugiés, devenu un fardeau pour le petit pays – ils sont près de 1,5 million, selon les autorités. Mais le nombre de départs vers le territoire gouvernemental syrien reste modeste : quelques centaines de personnes, à chaque fois, depuis diverses régions libanaises.

La Syrie, elle, saisit l'occasion – pourvu que ces retours restent limités – de promouvoir l'image d'une "normalisation" du quotidien. " Ceux qui reviennent sont confrontés au chômage et au manque d'aide humanitaire, dit un homme d'affaires syrien. Le régime ne veut pas d'un afflux massif ou soudain. Ce serait une calamité pour lui, économique et politique. "

Selon le patron de la Sûreté générale, le général Abbas Ibrahim, environ 10 % des dossiers soumis par les candidats au retour sont rejetés par Damas. Par ailleurs, certains déplacés, les pères de famille en tête, refusent de s'inscrire en même temps que leur épouse et leurs enfants, par crainte de ne pas trouver d'emploi, ou bien par peur d'une conscription ou d'une arrestation. " Sans garanties, il n'y aura pas de véritable mouvement de retour, souligne Wadih Al-Asmar, président du réseau EuroMed Droits. La présence des réfugiés pose évidemment un problème socio-économique au Liban. Mais Beyrouth doit avoir une stratégie pour gérer la sortie de crise. "

" Le message, c'est "partez !" "

A Bourj Hammoud, au pied d'un bus dont les moteurs se mettent en marche, Mohammed (le prénom a été modifié), un ouvrier, a l'air tourmenté. Il ignore quand il reverra sa femme et ses enfants, assis à l'intérieur. L'appartement familial, dans l'est d'Alep – repris à l'insurrection par les forces prorégime, en 2016, après un pilonnage massif – est détruit. Mohammed devra obtenir le feu vert des autorités syriennes pour rejoindre les siens. " Bientôt, inchallah. "

Plus loin, une famille se sépare. C'est la première fois que Fatmeh, 25 ans, s'éloigne de son mari, avec leurs enfants. " Il n'ose pas rentrer, car trois de ses frères ont disparu - en prison - . De plus, il est demandé comme réserviste. " Depuis le Liban, cet artisan enverra de l'argent : insuffisant pour vivre à Beyrouth, assez pour se débrouiller à Damas. " Si on avait eu plus d'aide ici, on aurait attendu ", assure-t-elle. Les fonds

alloués par la communauté internationale sont insuffisants. S'ajoute le discours antiréfugiés porté par des responsables politiques libanais. *"Le message, c'est "partez !"* ", dit-elle.

"S'il y a un regain de violence en Syrie, je n'ai pas peur pour moi, j'ai déjà vécu, poursuit Fatmeh. *Mais j'ai peur de ne pas pouvoir protéger mes enfants.* " Dans la banlieue de Damas, sa mère, rentrée du Liban en éclaireuse il y a quelques mois, la secondera. Et, s'il le faut, Fatmeh regagnera Beyrouth par les routes clandestines, empruntées par d'autres Syriens.

Selon Tarif, 24 ans, qui avait fui en 2017 le service militaire en Syrie, un retour par l'entremise de la Sûreté générale, plutôt que de manière individuelle, est *"plus rassurant"* *"On sait si notre dossier est jugé en règle par les services de sécurité - syriens -"*, explique-t-il. Ses amis à Beyrouth l'ont pressé de rester au Liban. En vain. *"J'ai passé un an à ne rien faire : pas de travail, pas d'études"*, dit-il. Il retrouvera les siens à Hama et espère échapper à l'enrôlement en retournant à l'université. Derrière la vitre du bus, il esquisse un dernier sourire, un peu crispé.

Laure Stephan

© Le Monde

◀ **article précédent**

Mandats d'arrêts français...

▶ **article suivant**

Aux Etats-Unis, le charbon en sursis...